

RÉSISTANCES FRANCOPHONES

Périodique électronique édité par l'Association CO.U.R.R.I.E.L.

(Collectif Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Emancipation Linguistiques)

courriel-languefrancaise.com

Numéro d'essai – Mars 2024

Éditorial

ENSEMBLE, REPRENONS LANGUE !

Une politique linguistique globalitaire – Non, le *tout-globish* envahissant et le déclassement du français qu'il provoque ne relèvent, principalement, ni de la « mode », ni du « snobisme », comme on l'affirme parfois pour se rassurer. Quand, de la Maternelle à l'Université, un empilement sans fin de mesures ministérielles pousse à l'anglicisation continue de la jeune génération, quand les entreprises du CAC-40 suivies par les ex-services publics en voie d'euro-privatisation promeuvent méthodiquement des slogans et des « produits » libellés en anglais, quand

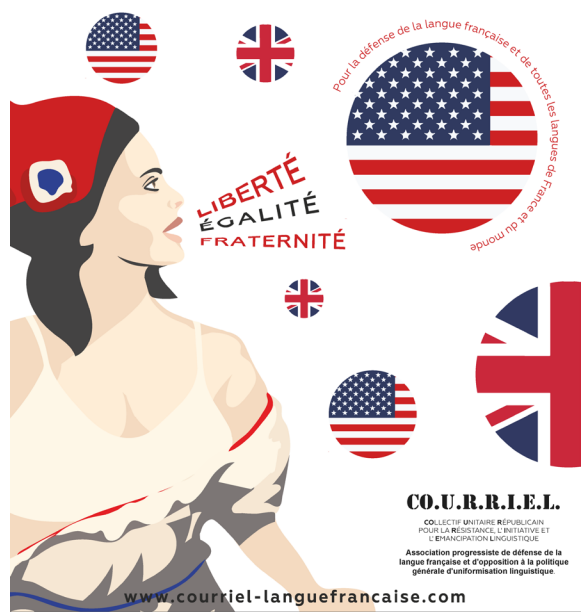
l'U.E. fait officiellement de l'anglais – en plein Brexit ! – la « langue de travail » unique de ses décideurs, quand cette même U.E. affiche partout, de Gibraltar à Vilnius, le slogan « *You are E.U. !* » (pour inciter les classes populaires abstentionnistes à cautionner le scrutin supranational), quand la Macronie privilégie systématiquement l'anglais pour nommer ses « évènements » internationaux (« *Make the planet great again !* », « *Choose France !* », etc.), c'est bien d'une *politique linguistique générale* qu'il s'agit : une politique *systémique* d'arrachage du français et de *substitution* de l'anglais à notre langue, et aussi,

à l'échelle européenne, de l'allemand, de l'italien, du polonais, etc. Or cette politique subit présentement une brutale accélération à l'aune des Traités néolibéraux transatlantiques (du type C.E.T.A.), de l'inféodation de la France à l'ordre washingtonien et du « saut fédéral européen » visant à instituer un Etat européen néolibéral et O.T.A.N.-compatible tendant à déboulonner (par ex. par l'abandon du droit de veto dévolu aux Etats-membres de l'U.E.) la République sociale, souveraine, laïque, indivisible, fraternelle... *et francophone* qu'a longtemps prétendu être notre pays.

Exproprier linguistiquement le monde du travail ? – Pour les classes populaires de France, ouvriers et employés, paysans, artisans, étudiants d'origine populaire, qu'ils soient français ou francophones venus d'Afrique, cette orientation linguistique « globalitaire » imposée sans débat s'annonce dévastatrice. Elle ajoute l'humiliation nationale et le tri social massif au déluge de régressions sociales (casse des retraites, des remboursements-maladie, des services publics, du *produire en France...*) qui frappe la classe laborieuse depuis que la France s'est inscrite dans l'« *économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée* » prescrite par Maëstricht. Et l'on n'a encore rien vu, car si l'oligarchie parvenait à ses fins : une « Franceurope » singeant ridiculement les « States » sur tous les terrains, le *grand marché de l'emploi* dé-segmenté par le monopole linguistique euro-mondialisé du *globish* se traduirait alors, par le seul jeu de l'offre et de la demande, par une incroyable compression des salaires et des avancées sociales obtenus par les travailleurs dans le cadre des Etats-nations !

Pourtant, des résistances existent partout. Même si, actuellement, des peuples africains désireux d'en finir avec la *Françafrique* néocoloniale se trompent quelque peu de combat (quelle force géopolitique pour elle si l'Afrique francophone prenait la tête de la Francophonie internationale trahie par l'Elysée !) en déclassant notre langue commune, la nation québécoise se dresse à nouveau et une contre-attaque linguistique inséparable de grèves victorieuses s'y déploie vigoureusement. En France, nos amis de l'A.F.R.A.V. ont gagné leur procès contre les décideurs indignes qui voulaient dénommer *Lorraine Airport* l'aéroport lorrain. A l'initiative de CO.U.R.R.I.E.L.,

ENSEMBLE RÉSISTONS à L'IMPÉRIALISME du TOUT ANGLAIS



plusieurs associations ont dénoncé le rideau de fumée qu'a constitué l'inauguration du *Centre international de la langue française* de Villers-Cotterêts que Macron a tenté d'utiliser pour faire place nette au tout-anglais tout en feignant de défendre « patrimoniallement » l'héritage de François 1^{er} et de Joachim du Bellay. Sur le plan politique, les communistes québécois du P.C.Q. (souverainiste) et du P.R.C.F. ont cosigné une déclaration que nous reproduisons ici. Au

sein de la grande entreprise bretonne Transdev, la C.G.T. soutenue par les salariés a obtenu que la direction cesse d'angliciser la « com » de cette grande entreprise de transport.

L'union des défenseurs du français est donc à l'ordre du jour. L'est aussi la jonction des combats sociaux et des résistances culturelles : puisque ce oligarchie en mal de supranationalisme atlantique détruit notre langue pour mieux dissoudre

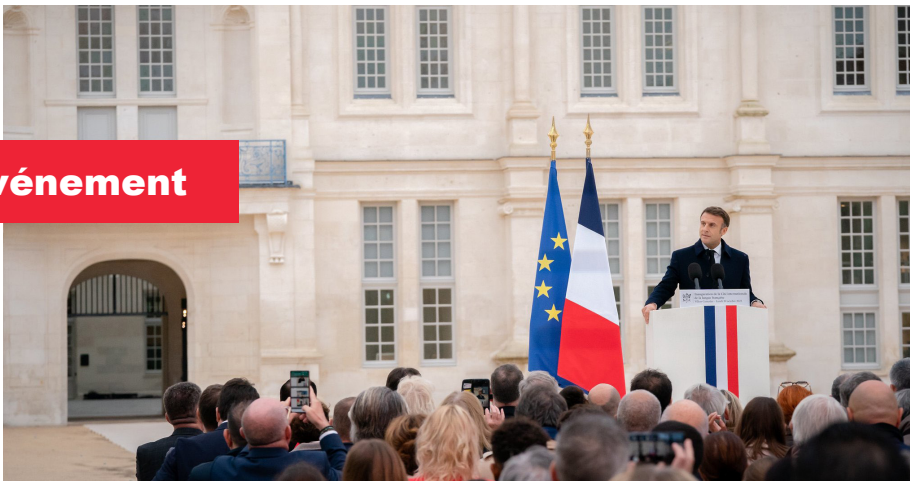
notre pays et ses acquis sociaux, il revient aux forces du travail et à tous ceux qui refusent la servitude volontaire, d'engager la contre-offensive. Ils veulent arracher notre langue pour nous retirer la parole ? Ripostons, et ensemble, *repretons langue !*

par **Georges Gastaud**,
président exécutif de
CO.U.R.R.I.E.L.

Inauguration du Centre International de la Francophonie à Villers-Cotterêts

MACRON et l'U.E. ENTERRENT L'ORDONNANCE de VILLERS-COTTERÊTS

Événement



L'inauguration du *Centre international de la Francophonie* sur les lieux où François 1^{er} signa l'Ordonnance de 1539 érigeant le « langage maternel français » en langue administrative du royaume devrait être une bonne nouvelle pour tous les amis du français, de la Francophonie, et plus largement, de la diversité linguistique européenne et mondiale¹. Et tel serait bien le cas si ceux qui nous gouvernent étaient des amis sincères de notre langue et non des propagateurs acharnés du tout-anglais impérial et « transatlantique » doublés de destructeurs du fait francophone en France même et dans l'ensemble des pays de la Francophonie internationale en crise existentielle.

¹ Faut-il le dire, ce communiqué ne vise aucunement les amis du français qui ont milité depuis vingt ans pour l'ouverture du centre de Villers-Cotterêts et que nous saluons chaleureusement.

En France même, c'est peu dire qu'Emmanuel Macron, que sa fonction oblige théoriquement à défendre la Constitution et son Article II-a (« *la langue de la République est le français* »), et qui est aussi censément le garant de l'exécution des lois, ne fait rien pour faire respecter et respecter lui-même la loi Toubon de 1994 qui fait du français « *la langue du travail, des échanges et de l'enseignement* ». Car non seulement les milieux du grand capital privilégient l'anglais dans leur « com » interne et externe, non seulement des collectivités territoriales sans honneur privilégient toutes sortes de dénominations en globish plus risibles les unes que les autres sans que l'Etat ne les rappelle jamais au respect de la loi, mais le chef de l'exécutif ne cesse d'organiser en anglais des « événements » sur le sol national lui-même (*One Planet Summit, etc.*). Pis encore, Macron n'a pas eu un mot, lorsqu'il lui fut don-

né de présider l'U.E., pour refuser le *coup d'Etat linguistique* perpétré par Mme von der Leyen qui a fait de l'anglais – en plein Brexit et alors que cette langue n'est plus l'idiome officiel premier d'aucun pays de l'UE ! – la langue de travail unique de la Commission, de la Cour des Comptes et de la Cour de justice européennes.

En réalité, la mandature d'E. Macron, qui aggrave encore la situation léguée à cet égard par Sarkozy et Hollande, se traduit par le *déclin organisé du français sur le plan de la géopolitique linguistique*. Non seulement le Ruanda a-t-il déclassé le français au profit de l'anglais dans son système d'enseignement, ce que sont aussi en train de faire à différents degrés les pays du Maghreb, non seulement la politique africaine erratique, voire néocoloniale de l'Elysée en Afrique subsaharienne se traduit-elle dans plusieurs pays par l'éviction du français du rang de langue nationale au Mali (au profit des langues africaines, ce qui, certes, peut se concevoir), mais Macron, le grand ami du fédéraliste canadien Justin Trudeau, n'apporte aucun soutien aux Québécois qui tentent de protéger le français, décrété officiellement « en danger » à Québec et à Montréal, de la pression continue qu'exercent à son encontre Ottawa, Londres et Washington.

Comme si cela ne suffisait pas, les chaînes du « service public » de l'audiovisuel censurent à qui mieux

mieux les actions et communiqués des associations de défense du français. Ceux-ci tirent pourtant la sonnette d'alarme, à l'instar de feu Hélène Carrère d'Encausse, à propos de la *politique d'américanisation linguistique de la France* que mènent, à l'abri de toute débat démocratique, les « élites » politiques, économiques et médiatiques de notre pays à l'avantage du tout-anglais. Et cette parole, qu'elles refusent aux défenseurs du français, les médias la distribuent généreusement à des *linguistes atterrantes* qui prétendent, en niant l'évidence, que notre langue se porterait fort bien, que le problème ne serait pas sa destruction en cours mais... le prétendu « catastrophisme » de ses défenseurs... Lesquels n'ont pourtant voie au chapitre nulle part ! Il suffit pourtant à n'importe qui de se promener dans une grande avenue de ville grande ou moyenne pour voir qu'on n'en est plus aux « emprunts » à l'anglais de

naguère, (les « anglicismes »), mais à la *substitution* systématique du globish au vocabulaire français le plus courant. Il en va ainsi quand la Banque postale se baptise « French Bank », que « SNCF » nomme ses « produits » « ouigo » ou « inoui », quand les nouveaux titres de presse se nomment « So Foot » (si pied !), « Society » ou « We demain » (un titre qui dit tout, subliminalement parlant, sur l'assassinat linguistique en cours).

Ce *linguicide du français* accompagne l'alignement accru de la France sur l'« ordre » euro-atlantiste piloté depuis Washington. Il va de pair avec le déploiement continu de politiques néolibérales et supranationales qui broient les conquêtes sociales mises en place par le Front populaire, puis par le CNR, retraites par répartition, Sécu, conventions collectives, statuts, Code du travail, voire République indivisible sacrifiée à l'Europe des régions synonyme de déclasserment de

la langue nationale et de destruction du *produire en France* et des services publics d'Etat.

C'est pourquoi **l'inauguration prévue le 19 octobre relève du faux-semblant** car il n'y a rien de merveilleux à ce que notre langue soit quasi muséifiée par ceux-là même qui, au nom du peuple français jamais consulté sur ce point, contribuent le plus à l'humilier. Pour défendre la langue de la République qui constitue aussi le ciment de la fraternité francophone internationale et qui sert aussi de digue mondiale à la *langue et à la culture uniques mondiales* qui menacent, citoyens et travailleurs, réapprenons à résister : et ensemble, **repreons langue !**

résumé du communiqué
de CO.U.R.R.I.E.L.
18 octobre 2023

Thomas Wiesel / Karim Duval

Thomas Wiesel
décortique les absurdités au travail



lien vers la vidéo

<https://youtu.be/oFaDnwtPVNk?feature=shared&t=186>



Divertissons-nous

Professeur de Français - Karim Duval



lien vers la vidéo

<https://www.youtube.com/watch?v=vzEJhtSevQ>

Vous aussi, contribuez à cette section, envoyez-nous vos suggestions à bureau@courriel-languefrancaise.org avec en titre [Bulletin/Vidéos]

DÉFENDRE ENSEMBLE LA LANGUE FRANÇAISE ET LA FRANCOPHONIE INTERNATIONALE

SUR DES BASES ANTICAPITALISTES ET ANTI-IMPERIALISTES



International

UN AMER CONSTAT : UNE POLITIQUE LINGUISTIQUE ET CULTURELLE IMPERIALISTE, CAPITALISTE ET HEGEMONISTE MENACE LA DIVERSITÉ LINGUISTIQUE MONDIALE EN GENERAL, ET LA LANGUE FRANÇAISE ET LA FRANCOPHONIE EN PARTICULIER

Au Québec et en France comme à l'échelle des cinq continents où le français constitue la langue maternelle des citoyens (c'est-à-dire dans nombre de pays d'Afrique, en Belgique francophone, en Suisse romande, dans le Val d'Aoste...), ou demeure du moins une de leurs langues de travail ou de référence, *une politique linguistique impérialiste promouvant méthodiquement l'anglo-américain aux dépens du français et du fait francophone international est agressivement menée.*

Cette politique linguistique et culturelle grossièrement hégémoniste, est arrogamment portée depuis des décennies par les Etats impérialistes

anglo-saxons, USA et Royaume-Uni en tête. Sur le Vieux Continent, cette stratégie politico-culturelle d'arrachage du français et d'autres langues nationales en vue de leur substituer méthodiquement le «tout-anglais» de l'euro-mondialisation néolibérale, est cyniquement relayée par l'Union européenne de plus en plus ouvertement soumise à l'OTAN et à sa ligne de maintien à tout prix de l'hégémonie planétaire de Washington. Cette orientation linguistique délétère vise aussi du reste l'usage de l'allemand en Allemagne et en Autriche, de l'italien en Italie et au Tessin, du polonais en Pologne, etc. Son but est d'instaurer à marche forcée, avec le soutien plus ou moins déclaré des

oligarchies financières mondiales, d'une large partie du grand patronat et de nombre de médias à leur solde, *une langue unique mondiale du travail et des échanges*; sa généralisation et son officialisation, éventuellement couplée au basculement en cours des forces productives au «tout-numérique» et à l'extension immodérée de l'intelligence artificielle, seraient ravageuses, non seulement pour la culture, la souveraineté et l'existence nationale de nombre de peuples et de pays, non seulement pour la diversité et le pluralisme linguistiques indispensables au dynamisme culturel de l'humanité, mais pour l'ensemble des acquis sociaux et salariaux des travailleurs salariés ou non salariés (artisans, pêcheurs, petits commerçants, petits et moyens paysans et éleveurs...) de tous les pays: en effet, ceux-ci seraient (et sont déjà pour une part) contraints de travailler exclusivement dans la langue de l'impérialisme américain, celles et ceux qui la parleraient peu ou mal, ou qui la prononceraient avec un accent trop typé (les non «*English Mother Tongue*»), étant de fait écartés ou déclassés, en un mot discriminés.

A cela s'ajoute, au Québec comme en d'autres parties francophones ou anciennement francophones du Canada, sans parler de ce qui est déjà arrivé en Louisiane, la volonté ancienne des élites anglophones du Canada anglophone adossées à Washington et à Londres, de tenir en lisière le français, de minorer le Québec, de neutraliser toutes les tentatives québécoises de défendre efficacement le français, de maintenir ou d'alourdir insidieusement des formes d'oppression nationale et linguistiques. L'objectif est d'obtenir à terme l'assimilation pure et simple des ci-devant francophones en phagocytant culturellement et économiquement le Québec. D'autant que sur le plan international, ce dernier fait en effet figure d'obstacle principal à la liquidation du français et de la Francophonie internationale et que sa simple existence fait échec, en pleine Amérique du Nord, à la mise en place

Avertissement : bien que refusant l'apolitisme trop souvent hypocrite, CO.U.R.R.I.E.L. n'est pas une association étroitement partisane : à la fois patriotique, progressiste et internationaliste, notre association est ouverte aux sympathisants communistes, socialistes, insoumis, écologistes, gaullistes de progrès, syndicalistes de toutes organisations. En conséquence, le communiqué que nous relayons ci-dessous n'implique aucune affiliation proprement politique de notre association. Néanmoins il donne un signal d'espoir et invite tous les amis de la Francophonie, quelle que soit leur sensibilité politique, à produire des expressions publiques et internationalistes analogues de part et d'autre de la Méditerranée, du Pacifique ou de l'Atlantique.

d'un Grand Marché Transatlantique linguistiquement «dé-segmenté» se prêtant mieux encore qu'aujourd'hui à la «mise en concurrence libre et non faussée» des Traités libre-échangistes transatlantiques...

En France même, les présidents euro-formatés qui se sont succédé depuis le départ de Jacques Chirac, ont tous contribué à l'affaiblissement structurel du français. Ils ont tous insidieusement promu le *basculement* du pays au tout-globish en ignorant l'article II-a de la Constitution qui dispose que «*la langue de la République est le français*» et en fermant les yeux sur la loi Toubon de 1994 qui stipule que «*le français est la langue du travail, des échanges et de l'enseignement*». Ces atteintes à l'officialité du français culminent sous la mandature d'Emmanuel Macron qui, en parfaite collusion avec le Premier Ministre fédéral canadien Justin Trudeau, bloque tout effort pour faire de l'*Organisation Internationale de la Francophonie* (O.I.F.) un espace de résistance mondial à l'uniformisation linguistique.

Ajoutons qu'il est difficile de voir une forme d'émancipation anti-impérialiste dans la décision quasi simultanée prise par plusieurs gouvernements du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne de déclasser scolairement le français, héritier, certes, d'un colonialisme (fort heureusement déclinant et en crise), au profit d'un anglo-américain porté par un Empire mondial belliciste et avide d'expansion tous azimuts...

QUELQUES OBSTACLES IDEOLOGIQUES A SURMONTER ENSEMBLE

De manière encore plus préoccupante, un certain gauchisme culturel de nature pseudo-internationaliste limite ou paralyse, inégalement selon les pays, la résistance des masses populaires et du mouvement ouvrier à l'alignement linguistique continental et mondial des peuples, certaines forces ayant intégré l'idée fautive que toute défense des caractéristiques nationales d'un peuple serait assimilable à une forme de chauvinisme xénophobe. Certes le colonialisme français a pu naguère utiliser le français pour nier l'identité des peuples colonisés ou pour refouler les langues indi-

gènes, ce que n'a nullement fait, soit dit en passant, l'U.R.S.S. appliquant la ligne linguistique léniniste dans ses quinze Républiques constitutives en donnant un alphabet et une littérature à de nombreuses langues parlées sur le territoire de l'Union. Certes, au Canada, le français a pu servir, comme l'anglais, à refouler les langues amérindiennes préexistantes et il en a été de même en Afrique «française». Il va de soi que, en tant qu'internationalistes, le P.C.Q. et le P.R.C.F. se prononcent pour que toutes ces langues disposent de moyens étatiques importants pour retrouver leur dignité et leur dynamisme. Mais la dénonciation du colonialisme hérité du passé et se survivant au présent sous la forme de la «Françafrique» néocoloniale (dont le recul au Mali ou au Burkina Faso est une excellente chose), ne doit pas servir de prétexte pour justifier, ou pour accompagner en silence l'entreprise culturelle néocoloniale d'envergure planétaire qui vise à soumettre désormais toutes les nations, toutes les langues et toutes les cultures existantes à une seule d'entre elles, celle qui émane de l'espace impérialiste-hégémonique anglo-saxon, et dont la domination en marche cherche encore à s'étendre et à s'intensifier au moyen d'une *dé-segmentation sauvage et débridée de l'espace linguistique*. En effet, une telle dé-segmentation affranchie de tout contrôle populaire et de tout mandat démocratique conféré par les peuples n'aurait d'autre but que d'aggraver comme jamais la domination du capitalisme, de l'impérialisme et de l'hégémonisme : en un mot, *la résistance au colonialisme d'hier ne peut justifier la collaboration tacite, par omission, de certaines forces soi-disant progressistes à l'hégémonisme planétaire d'aujourd'hui et demain.*

Plus généralement, il ne faut pas plus confondre le patriotisme populaire et démocratique avec le nationalisme xénophobe qu'il ne convient d'identifier le cosmopolitisme capitaliste des chasseurs de profit avec la solidarité internationale des peuples et des travailleurs en lutte ! C'est pourquoi *nous, communistes français et québécois appelons ensemble à une offensive linguistique de nature anti-impérialiste, anticapitaliste et anti-hégémoniste*. C'est d'autant plus nécessaire que des forces de droite, voire d'extrême droite comme l'est en

France le Rassemblement lepéniste, exploitent et dévoient les justes aspirations des peuples à défendre leur souveraineté et à parler fièrement leur propre langue maternelle pour, en réalité, encourager le racisme et la xénophobie, diviser la classe travailleuse sur des critères «ethniques», tout en demeurant à l'intérieur des institutions mortifères de la mondialisation capitaliste et euro-atlantiste!

En outre, certains milieux politiques et syndicaux qui se réclament de la gauche sous-estiment les enjeux culturels du combat de classe et persistent, malgré la réfutation léniniste bien connue de l'«économisme» menchévique et social-démocrate, à cantonner la bataille sociopolitique sur le seul terrain économique et social, en un mot, syndical. C'est ignorer l'appel de Lénine à investir l'ensemble des terrains sociétaux en mettant la classe ouvrière et son parti au premier rang des luttes démocratiques et culturelles, dont font partie la défense de la langue nationale et, plus largement, celle de la souveraineté nationale. Comme l'a en effet écrit Antonio Gramsci, le grand dirigeant communiste et antifasciste italien, bête noire de Mussolini, qui était par ailleurs linguiste de formation,

« A chaque fois qu'affleure, d'une manière ou d'une autre, la question de la langue, cela signifie qu'une série d'autres problèmes est en train de s'imposer : la formation et l'élargissement de la classe dirigeante, la nécessité d'établir des rapports plus intimes entre groupes dirigeant et masse national-populaire, c'est-à-dire de réorganiser l'hégémonie culturelle ».

Ce serait donc une faute opportuniste que d'abandonner à la partie «nationale» de la bourgeoisie d'un pays donné le rôle dirigeant dans la lutte culturelle, politique et linguistique, et c'est cette erreur que n'a nullement commise le Parti Communiste Français quand, par ex., en pleine occupation allemande, il eut le courage insigne et l'intelligence politique de publier, sous la direction d'Elsa Triolet, de Claude Morgan et de Louis Aragon, la revue clandestine *Les Lettres françaises* par ailleurs ouverte à Sartre, Mauriac, Vercors, etc.

DES AXES SOCIOPOLITIQUES POUR UNE POSSIBLE CONTRE-OFFENSIVE CULTURELLE COMMUNE

Plus que jamais, il faut donc *lier les enjeux cultures et sociétaux de l'affrontement de classes avec les dimensions socio-économiques de la lutte*. C'est du même mouvement que, dans leur course obsédante au profit maximal, le capital oligarchique s'en prend aux conquêtes sociales des travailleurs, aux services publics, à l'emploi industriel, halieutique et agricole national, et qu'elles démolissent aussi l'ensemble des repères linguistiques, historiques et culturels des peuples car un peuple privé de sa langue et de sa mémoire n'est plus qu'une multitude avilie, sans défense et privée de dignité. C'est donc ensemble que notre classe, celle des travailleurs salariés, doit défendre l'ensemble de ses acquis, non pas pour rester figée sur eux, mais pour les étendre, tout en défendant, à l'échelle mondiale, l'idée généreuse de nations souveraines, égales et fraternelles partageant leur diversité culturelle pour construire une nouvelle société débarrassée de l'exploitation capitaliste et de l'oppression impérialiste : une société socialiste en marche vers le communisme.

C'est également ensemble, et si possible sur le plan international comme cette première déclaration émanant d'organisations communistes francophones s'y emploie modestement, qu'il faut réfléchir à une *nouvelle conception de la Francophonie*, une conception franchement anticolonialiste, antiimpérialiste et faisant droit comme jamais au partage fraternel et à égalité de ce bien commun des peuples de la Francophonie qu'est la langue française, que ces peuples vivent en Afrique, en Amérique, en Europe ou en Océanie. Comment par exemple promouvoir ensemble la chanson, la poésie, la littérature, la philosophie, le théâtre, le cinéma, la science, la technique, etc. d'expression francophone en lien fécond avec les luttes sociales, culturelles, féministes, environnementales et civiques de nos peuples respectifs ?

C'est dans cet esprit qu'il importe de *travailler dans les syndicats* ouvriers, enseignants, étudiants, paysans, pour que grandisse la conscience sociolinguistique et socioculturelle offensive qui permettra aux travailleurs et à leurs organisations de classe de prendre la tête, sans pour autant s'isoler d'autres secteurs non

mais aussi aux travailleurs issus de l'immigration de travail: il faut forcer le pays capitaliste d'accueil qui veut les (sur-)exploiter, à enseigner dans ses écoles, non seulement l'anglais ou d'autres langues européennes comme c'est déjà le cas, mais les principales langues de l'immigration (par ex. l'arabe s'agissant de la France, de la Belgique et de la Suisse).

En conclusion, souvenons-nous que, pour nous marxistes-léninistes, la libre fusion des nations au sein d'une humanité communiste future riche de sa diversité ne signifiera en rien l'écrasement des nations petites et moyennes, et avec elles celui de leurs langues et cultures. Elle signifiera moins encore le triomphe d'une super-nation d'autant plus oppressive qu'elle aurait réduit les autres, par les armes, et/ou, plus hypocritement, par ce que ses admirateurs nomment le «soft power», à l'impuissance et à l'état définitif de subalternes. Non sans ouvrir la voie, de manière compensatoire, à de terribles contre-attaques xénophobes, racistes et fascistes car il n'est jamais anodin de priver les peuples de leur langue, c'est-à-dire de leur libre accès à la parole collective...

oligarchiques défenseurs de la culture nationale et de la langue française, de la bataille culturelle contre le basculement à la langue unique imposée par l'impérialisme étatsunien en mal d'hégémonie panaméricaine, paneuropéenne, panafricaine et si possible mondiale.

Bref, pour pasticher l'écrivain italien Umberto Eco, la langue du monde à venir ne saurait être le tout-globish du Grand Marché capitaliste imposé par la guerre, par le conditionnement scolaire et/ou par le harcèlement médiatique incessant, mais *la traduction*. Ce qui passera notamment par la capacité de chaque humain à parler plusieurs langues sans sacrifier la sienne, à cent lieues de toute langue unique imposée, fût-ce, bien évidemment, le tout-français !

**Déclaration commune
du Parti Communiste du Québec
et du Pôle de Renaissance
Communiste en France**
14 mai 2023

Cela implique aussi de tendre la main, dans un esprit de lutte et de résistance fraternelle commune, aux peuples autochtones opprimés, là où il en existe, afin de rendre toute leur place à leur langue et à leur culture d'origine,



PARCE QU'URGENCE N'EST PAS PRIORITÉ, UNE LEÇON DE (L') HISTOIRE.

Prise de parole



Le 27 mai 2023, à l'invitation du PRCF, le Co.U.R.R.I.E.L. participait à la commémoration des 80 ans du CNR. Alors certes, l'allocution de l'association parle de la langue, et la retranscrire ici pourrait être un moyen élégant d'attirer votre attention sur une part de notre activité... mais creusons.

Imaginons-nous en 1943, dans un pays occupé, piétiné, brisé. Que nous a-t-on appris à retenir de cette époque, de la Résistance ? Que nous imaginons-nous avoir comme priorité du moment, quelle urgence ?, sinon s'armer, organiser la clandestinité, planifier des sabotages ? Tout est là. Le voyez-vous ? Le temps long. Ces grands hommes traitent l'Occupation comme une péripétie, à l'échelle de l'Histoire, dans leur rencontre à haut risque. Des années que le Co.U.R.R.I.E.L. le dit à sa manière, et tout est là : régressions sociales, « réformes » iniques, précarisation... l'Occupation libérale de notre société En Marche (et au pas !) nous donne bien des combats à mener, nous passons d'une urgence à une autre, d'une grève à une marche, d'un blocage à une casserolade, mais qui prend encore le temps de traiter le temps long au milieu de ces escarmouches incessantes ? De défendre l'esprit même de notre solidarité, de nos espoirs fraternels, et... ces mots, cette langue dans laquelle si aisément s'incarnent nos frondes, et que sous nos yeux les Vichystes de la Finance ne cessent de saper obstinément ? Pendant que nous défendons bravement la barricade de nos idéaux, ils la sapent, patiemment, creusant ses fondations même....

Bonne lecture.

Chers amis,

Le Conseil National de la Résistance...

Ce 27 mai 1943, ce que ces 20 hommes lancent alors nous aura apporté la Sécurité Sociale, l'indépendance de la presse, l'économie mixte des 30 glorieuses, notre place à la table des vainqueurs et un siège permanent à l'ONU...

Et aujourd'hui, nous nous reconnaissons dans leur héritage, ces « Jours Heureux » qu'ils ont esquissé au plus sombre de notre histoire. Mais aujourd'hui, plus encore que ces grandes avancées qu'il nous faut à présent défendre ou reconquérir, dans la rue et face à Vichy revenu, c'est de leur **exemple** dont je veux me souvenir.

Imaginez... Juin 42... la Wehrmacht était encore invincible, El Alamein n'aurait lieu qu'un mois plus tard, Stalingrad n'avait même pas encore commencé. L'espoir, à cette heure, ne tenait même pas du luxe, mais de l'absurde. Ceux qui se dressèrent alors ne faisaient pas un calcul, ne cherchaient pas à peser dans une balance bloquée, et si vaincre était leur but avoué, *ce ne pouvait même encore être leur motivation.*

Et c'est dans ce moment que Jean Moulin, pourtant, installe son Comité des Experts... C'est au cœur de la défaite qu'est pensée la Libération. Avant les grands maquis, avant l'infléchissement des forces, des hommes ont pris le temps de redéfinir le contrat social.

Quelle... leçon. La première leçon. Alors que trop de nos concitoyens guettent les signes de faiblesse du pouvoir, et mesurent les chances de succès d'un mouvement social avant d'aller manifester pour leurs droits et leur avenir... Alors que tant d'entre nous choisissent leurs combats et mesurent leurs efforts dans une espèce de rentabilité civique... Ils ont pris les armes. Ils ont défié l'occupant et ses milices. *Et ils sont même allés jusqu'à se concerter sur un programme de gouvernement.*

Ainsi leur héroïsme glaçant n'avait rien de vague ou de désintéressé. Ils n'étaient PAS les supplétifs volontaires du retour au pouvoir de la grande bourgeoisie locale. La France qu'ils défendaient n'était pas tant un territoire qu'une *fraternité* concrète, pas tant un mode de vie qu'un mode d'organisation sociale.

Derrière le CNR, il y a des hommes, traqués, promis aux pires tortures, et qui ne se battent pas sur de lointains champs de gloire, mais dans leur ville, à deux pas de leurs foyers. Et que font-ils, quand ils prennent, il y a 80 ans, le risque de se retrouver ? *Compter les hommes, les fusils, les muni-*

tions, les ponts à détruire, les usines à saboter ? Certainement. Mais pas que : ils définissent déjà l'après. Un monde meilleur. De cette terre humiliée qu'ils se battent pour libérer, ils vont refaire une France, et ils savent, ces grands de l'Ombre, qu'il faut plus que des armes et des mains déterminées : **pour forger une France, il faut des idéaux !**

C'est leur grande leçon.

Tout est politique. Même résister aux Allemands, combattre l'occupant, c'était *politique*. **Le véritable patriotisme EST politique.** Parce qu'en France, depuis la Révolution, la Patrie n'est pas une idée, un état de fait, ni le fantasme chaleureux d'une grande famille culturelle : c'est un PROJET.

Dans la grande tradition française, celle que l'on aimerait nous voir oublier, ils étaient autant des **Résistants** que des **Révolutionnaires**.

La France s'est refondée au sortir de l'ancien régime par l'envie de République, elle s'est rassemblée autour de droits nouveaux. La France est une *adhésion*.

Alors quoi que vous combattiez aujourd'hui, militants, citoyens, syndiqués, ne vous limitez pas à vous défendre. Ne vous contentez jamais de «contrer» les coups, et songez, si écrasant que soit l'exemple de leur bravoure, que ceux qui défièrent la Gestapo et la Waffen SS ont pris le temps et le risque inouï de penser l'État social, la justice au travail et la sécurité des parcours de vie ; en France, citoyens !, *on n'est pas frères d'arme sans faire rêve commun*. Quel que soit notre combat, tous à notre niveau, à notre manière, nous ne combattons pas une contre-réforme, une régression locale, un employeur avide ou un gouvernement

corrompu ; **Français, dans tous tes combats c'est la République que tu défends.** Aucun combat n'est isolé, car tous participent de la société juste et fraternelle que nous nous sommes **promis** et dont la fière devise nous hurle nos devoirs : **Liberté** de notre destin collectif, que ce soit contre l'or du Reich ou des grandes banques, **Égalité** de tous pour y participer, **Fraternité**, notre but ! et notre véritable identité.

Les luttes ne se concurrencent pas, elles se complètent. Et parmi elles, il en est une qui me tient à cœur, car elle les contient toutes, les *soutient* toutes. La **langue**. De mots d'ordre en discours fondateurs, de tracts en débats enflammés, elle se réinvente sans cesse pour porter nos combats, forger nos concepts. Elle nous rapporte la voix des grands penseurs du socialisme et du marxisme, les rêves immenses de la Convention, l'audace insensée de la Constituante, l'Humanité et les Lumières. Elle se démène dans l'ombre de nos émotions, de nos espoirs. **Et que faisons-nous pour elle ? Rien !** L'ennemi a bien compris sa valeur, lui, quand il la chasse de nos Universités, quand il la supplante dans l'entreprise, quand il la marginalise dans l'espace public. Quand il la dépèce, mot par mot, pour lui substituer cette catin docile du globish, cet anglais des affaires dont les mots valises et creux portent tout le projet libéral en sourdine.

Tout est politique, toute lutte est *République*, et la langue française est l'arme de notre pensée face à la propagande des actionnaires.

Citoyens, ne désarmons pas !

Matthieu Varnier,
pour le bureau de l'association.

VI(LL)E DE MERDE

Métro parisien
2022



Vous aussi, contribuez à cette section, envoyez-nous vos photos (avec lieu et date) à bureau@courriel-languefrancaise.org avec en titre [Bulletin/vdm]

Courrier des lecteurs

Vous aussi, contribuez à cette section, envoyez-nous vos suggestions à bureau@courriel-languefrancaise.org avec en titre [Bulletin/lecteurs].



NON À L'IMPÉRIALISME DU TOUT-ANGLAIS PROMU PAR L'OLIGARCHIE EURO-ATLANTIQUE, défendons la langue française et toutes les langues de France et du monde !

Retrospective



Rétrospective. 10 ans déjà que le Co.U.R.R.I.E.L., encore jeune alors, profitait des 20 ans de cette loi emblématique pour alerter sur son contournement, voire son détournement, de rempart effectif contre les tentations hégémoniques de la langue autoproclamée des affaires, à paravent commode pour masquer la réalité de l'agenda linguistique de nos dirigeants. 10 ans, donc, et... nous aurions pu passer cet article tel quel sans ce bandeau, tant la situation n'a pas changée, sinon pour empirer....

Voici vingt ans que la loi Toubon, relative à la protection de la langue française, a été adoptée le 4 août 1994 par le parlement quasi-unanime. Or, non seulement cette loi est bafouée, contournée, ridiculisée avec la complicité des autorités, mais il en va de même de l'article II-a de la Constitution française, qui dispose, de plus en plus vainement hélas, que « la langue de la République est le français ».

C'est en effet en tous domaines que déferle désormais, sous l'impulsion du grand patronat, de l'Union européenne, de l'impérialisme étatsunien et des gouvernements successifs qui le servent, le *tout-anglais impérial* ; non seulement ce *Business English* envahit et déstabilise en profondeur le vocabulaire et la syntaxe du français, mais cet idiome cher aux affairistes se *substitue* de plus en plus à notre langue en tous domaines : *industrie, affaires, publicité, communication, enseignes commerciales, chanson, cinéma, recherche, sports*, voire *Armées* et *enseignement* de la Maternelle à l'Université ! Il ne s'agit plus seulement désormais d'« emprunts » terminologiques déferlant par milliers : plus gravement encore, on assiste au *basculement organisé* d'une langue vers une autre dans le cadre

d'une *politique linguistique insidieuse* imposée par nos prétendues « élites » ; en attaquant la langue française, cette politique mortifère vise à dissoudre la France républicaine, sa production industrielle, sa culture et ses acquis sociaux dans une *Union européenne* qui se pense elle-même comme la projection de l'OTAN et de l'*Union transatlantique* en gestation.

Non seulement cette politique linguistique inavouée sape la langue française sur notre sol, mais elle frappe d'inanité la *Francophonie internationale* ; sans la moindre protestation de la France officielle, la Francophonie internationale est assiégée par le *tout-anglais* du Québec à l'Afrique, de l'Océanie à l'Asie du Sud-Est, de la Suisse à la Belgique ; dans la partie nord de ce pays, les francophones et leur langue sont de surcroît ouvertement humiliés et discriminés !

En France même, l'offensive du tout-anglais se double d'une action insidieuse visant à institutionnaliser la *Charte européenne des langues minoritaires et régionales* ; loin de promouvoir la transmission des langues régionales (ce bien commun de la nation) dans un cadre républicain, cette Charte n'a qu'un but : favoriser l'*ethnicisation* du territoire national, substituer l'*Europe fédérale des Länder* à la *République une et indivisible* ; le français serait ainsi « désétabli », non pas au bénéfice des langues régionales, mais au profit de cette « langue minoritaire » dopée par le patronat qu'est déjà le tout-anglais patronal dans nombre d'entreprises « françaises » !

Les motivations de classe de cette politique d'arase-ment linguistique sont patentes. L'oligarchie capitaliste rêve de substituer à la France des Lumières, de 1789 et du CNR « notre nouvelle patrie, les *Etats-Unis d'Europe* »¹,

¹ Cf Manifeste du MEDEF intitulé *Besoin d'aire*, déc. 2011. Il prône aussi la « reconfiguration des territoires », les « transferts de souveraineté », l'« Union transatlantique ». L'ex-patron du MEDEF s'est illustré pour sa part dans la lutte contre sa langue maternelle. En 2003,

dont la langue officieuse est déjà l'anglo-américain des Traités transatlantique néolibéraux, tels que le TAFTA ou le CETA. La classe privilégiée se sert du vecteur idéologique puissant qu'est le tout-anglais pour aligner notre pays sur l'anti-modèle sociétal anglo-saxon en détruisant les conquêtes sociales et démocratiques de 1789-94, 1905, 1936, 1945 et 1968. Tant pis si cet acharnement contre la langue de Molière, d'Hugo, d'Aragon et de Césaire désintègre notre pays en massacrant ce *premier service public de France* qu'est notre langue nationale. Tant pis si ce chambardement linguistique aggrave les inégalités et les discriminations qui sévissent déjà lourdement en France². Tant pis si la nouvelle *langue unique*, dont la pénétration tous azimuts accompagne l'hégémonie mondiale de l'impérialisme étatsunien, est porteuse de *pensée unique* managériale, de *politique unique* euro-atlantique, d'économie *unique* néolibérale, d'*arasement totalitaire de la diversité culturelle mondiale* indispensable à la vie culturelle.

Considérant que *la défense du français fait désormais corps avec la défense de toutes les langues de France et du monde*³, réaffirmant que *la résistance linguistique est une composante axiale de la résistance civique et sociale* au monstrueux « ordre » mondial porté par Wall Street et par ses relais du CAC-40, les signataires de cet appel appellent les travailleurs, les intellectuels et tous les citoyens à résister personnellement et collectivement, dans les associations, les partis politiques progressistes, les syndicats, à *la mise en extinction programmée de la langue commune*. Les soussignés invitent les militants progressistes, les patriotes républicains (que nous ne confondons pas avec les xénophobes), les internationalistes (que nous distinguons absolument des supranationalistes), mais aussi les écrivains, chanteurs, philosophes, chercheurs, artistes attachés à la diversité culturelle et linguistique, à exiger des autorités...

- *L'application rigoureuse dès aujourd'hui de l'article II de la Constitution et des stipulations de la loi Toubon en refusant les ingérences des institutions européennes qui interdisent de fait aux peuples de défendre leurs langues respectives en alléguant la « concurrence libre et non faussée » gravée dans les traités de Maastricht et de Lisbonne ;*
- *Le renforcement urgent de la loi de 1994 ; il faut que chaque citoyen puisse porter plainte contre les abus linguistiques, il faut alourdir les amendes prévues contre les entreprises, les Grandes Ecoles, les instituts de recherche et les administrations qui contournent la loi Toubon ; il faut rendre les sentences immédiatement exécutoires.*

il provoqua le départ irrité de J. Chirac en déclarant, en sa qualité de nouveau « boss » du syndicat patronal européen BusinessEurope : « je vous parlerai désormais en anglais, la langue de l'entreprise et des affaires ». Ce qui n'est pas très gentil pour la langue de Shakespeare...

2 Les hauts cadres English Mother Tongue sont désormais privilégiés dans certaines entreprises aux dépens des francophones et les gens du peuple, y compris ceux qui viennent de l'Afrique francophone, étant peu à peu relégués dans une « employabilité » de second ordre)

3 ... y compris de l'anglais véritable, qui est lui-même écrasé par le rouleau compresseur du Business Globish !

- *L'abrogation de la loi Fioraso, qui institutionnalise l'anglais à l'Université, et aussi de la loi Chatel, qui fait de l'anglais une langue maternelle bis en France en sacrifiant à la fois le français et les langues étrangères autres que l'anglais ;*
- *La restitution à l'enseignement du français, de la maternelle à l'Université, des horaires que lui ont retirés les gouvernements successifs (Haby, Chatel, Allègre...);*
- *La diversification de l'offre de langues vivantes, régionales et anciennes enseignées dans le premier et le second degré ; il faut aussi renforcer l'enseignement laïque des langues de l'immigration de travail et mettre en place les moyens qui permettront la rapide mise à niveau en français des élèves non francophones qui sont amenés à vivre en France*

Faisons chaque année du 20 mars une journée d'action pour la résistance au tout-anglais ! Lions la résistance linguistique aux luttes civiques, culturelles et sociales menées dans notre pays et à l'étranger pour le progrès social, la souveraineté des peuples et la dignité des personnes !

LIVRE DU MOIS

Les facsa: FRANÇAIS AUTO-COLONISÉS SOUS-AMÉRICAINS ANGLOMANIAQUES

Un livre sympathique qui résume bien notre combat et l'état des lieux. Le ton résolument engagé de cet essai en rend la lecture agréable. Yves Bouchereau, après avoir travaillé à apprendre le français aux anglophones, s'inquiète de devoir peut-être le réapprendre aussi à terme aux Français eux-même...





Vivre en français c'est déjà résister, rejetons le tout-anglais de la finance !

CO.U.R.R.I.E.L Collectif Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Émancipation Linguistique

Qui-sommes-nous ?

Le Collectif est une association loi de 1901, fondée par Messieurs Georges Hage, ancien député communiste et ancien doyen de l'Assemblée Nationale, et Léon Landini, ancien officier Franc-Tireur Partisan de la Main-d'Oeuvre Immigrée (FTP-MOI).

La présidence exécutive est confiée à M. Georges Gastaud, philosophe et auteur de la Lettre ouverte aux « bons français » qui assassinent la France.

Le Collectif a vocation à rassembler et coordonner les personnes se retrouvant dans le constat et l'analyse portés par le Manifeste Progressiste pour la défense de la langue française.

ENSEMBLE, RÉSISTONS au « tout-globish » de la mondialisation capitaliste !

« Langue de la République »

au titre de la Constitution, socle de la Nation et ciment de la Francophonie internationale et premier service public de France, le français est gravement menacé.

UNE POLITIQUE LINGUISTIQUE TOTALITAIRE : le TOUT-GLOBISH

Chaque jour en effet, notre langue recule du fait d'une politique linguistique

inavouable qui, sans aucun débat citoyen, procède à l'arrachage du français au profit du tout-globish. On n'en est plus aux seuls « anglicismes », ni au « français », mais à la substitution systématique de l'anglo-américain des affaires au français, et cela, en tous domaines : pubs et enseignes commerciales, « com » interne et externe des grandes entreprises, cinéma et chanson, recherche et Université, etc. Même les services publics en voie d'euro-privatisation, SNCF, EDF, Poste, etc. se vendent en globish au public français, traité avec mépris.

Ce basculement à l'anglo-américain des affaires est à la fois porté par le MEDEF (dont l'ex-dirigeant, le Baron Sellières, veut faire de l'anglais « la langue des affaires et de l'entreprise »), par la Commission de Bruxelles, dont la présidente veut à tout prix – en plein Brexit ! – faire de l'anglais la langue de l'Europe, mais aussi par les partisans des Traités transatlantiques néolibéraux (CETA, TAFTA, etc.) qui, pour casser partout salaires et acquis sociaux, veulent imposer une langue unique facteur de marché unique mondial de la force de travail : énorme danger pour les salaires, la protection sociale et les services publics que le Conseil National de la Résistance avait soustraits au « tout-marché » en 1945... On voit même des présidents de Collectivités territoriales et de « Métropoles » qui, sans crainte de se ridiculiser et d'enfreindre la loi (« le français est la langue des services publics »), rebaptisent odieusement leurs « territoires » respectifs (Loire Valley, In Ancey Mountains, Only Lyon, etc.) et livrent le peuple français et sa jeunesse à une humiliante colonisation culturelle...

VIGILANCE LINGUISTIQUE et RESISTANCES POPULAIRES, MÊME COMBAT !

Nous qui refusons que dépérisse notre langue – et avec elle notre pays et les pays de la Francophonie internationale (alors que les pays d'Afrique francophone sont de plus en plus dynamiques, sans parler du Québec, et que le français est la LV II la plus enseignée au monde), nous qui refusons la langue unique mondiale fautive de pensée, d'économie et de politique uniques, nous qui mettons en question cette « économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée » qui n'apporte qu'inégalités, délocalisations, casse sociale et culturelle, refusons de suivre ces « collabos de la pub et du fric » qui, du même pas, cassent les langues, les acquis sociaux, le « produire en France » et la souveraineté des peuples. Exigeons l'application et le renforcement de la Loi Toubon de 1994 ; car en protégeant le français contre le tout-globish, nous défendons aussi, de manière internationaliste, toutes les langues et toutes les cultures de France et du monde.

Refusons la casse linguistique comme nous refusons la casse sociale et démocratique. En promouvant fièrement notre langue et en refusant le tout-globish, préservons aussi la diversité des langues, aussi vitale pour l'avenir de la culture que la diversité des espèces est indispensable au monde naturel !

pour nous contacter
bureau@courriel-languefrancaise.org